

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Faire admettre qu'il est important de conclure le Cycle de Doha

Le directeur général, M. Pascal Lamy, a poursuivi sa croisade pour faire accepter le Cycle de Doha comme un élément de la solution au ralentissement économique. Cette semaine, le DG rencontrera les gouvernements de la Corée du Sud et du Japon, avec lesquels il devrait examiner l'inclusion du commerce au Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G-20 qui se tiendra à Londres le 2 avril.

On a souvent dit que le commerce ne figurera pas parmi les principales priorités du gouvernement Obama cette année, mais pendant sa récente visite au Canada – sa première à l'extérieur des États-Unis en tant que président – M. Barack Obama a déclaré que « nous sommes parvenus à un moment où nous devons être à l'affût de tout signe de protectionnisme. Comme nous sommes manifestement une des plus importantes économies du monde, il est important que nous nous efforçons de donner l'exemple en ayant la conviction que le commerce est en fin de compte bénéfique pour tous les pays ». Une telle déclaration devrait plaire au directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, car elle lui donne l'assurance que le gouvernement Obama appuiera de quelque façon la conclusion des négociations de Doha cette année, afin de « faire la démonstration qu'il est pro-commerce de bonne foi ».

Les pourparlers sur l'agriculture? Rien ne presse!

Le 18 février, le négociateur en agriculture américain, M. Joe Glauber, a confirmé qu'« il faudra du temps » pour que les États-Unis soient prêts à reprendre les pourparlers à l'OMC. Cette déclaration fait écho à l'affirmation, faite le 9 février par le secrétaire d'État à l'agriculture américain Tom Vilsack, que du moins à court terme, les États-Unis consacreront principalement leurs efforts à mettre l'économie sur la bonne voie. M. Vilsack a déclaré qu'il ne prévoyait pas que le gouvernement Obama se concentrera sur le Cycle de Doha avant que l'USTR soit bien installé et que le projet de loi sur les mesures de relance ait été adopté et soit en cours de mise en œuvre. « Lorsque cela sera fait, je crois que vous verrez un effort énergique à l'égard du commerce », a-t-il assuré. On a signalé que l'audition du candidat au poste d'USTR, M. Ron Kirk, se déroulera le 26 février. Il est également prévu que le nouveau gouvernement prendra un certain temps pour examiner ce qui se trouve actuellement sur la table.

La saga « Achetez américain » continue

Le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Celso Amorim, a déclaré que son pays pourrait contester la clause « Achetez américain » qui a récemment été approuvée par le Congrès américain et promulguée par le président Obama. Le libellé de la disposition a certes été quelque peu nuancé, mais il réussit encore à mettre sur la touche la capacité des pays en développement de profiter du train de mesures de relance. Le projet de loi stipule que la disposition « Achetez américain » doit être « appliquée d'une façon qui soit cohérente avec les obligations des États-Unis en vertu des accords internationaux » (ce qui renvoie à l'Accord sur les marchés publics de l'OMC¹ ainsi qu'à l'ALENA et à différents ALE américains) et que les produits des pays les moins avancés (PMA) doivent être traités de la même façon que ceux provenant de pays visés par des ALE américains; le problème est que des pays comme la Chine, le Brésil, l'Inde et la Russie, qui n'ont pas ratifié l'Accord relatif aux marchés publics de l'OMC ni conclu un ALE avec les États-Unis, et qui ne figurent pas sur la liste des PMA, sont exclus de la clause.

¹ Les pays qui ont signé l'AMP sont : les États-Unis, l'UE (27), Aruba, le Canada, Hong Kong, l'Islande, Israël, le Japon, le Liechtenstein, la Norvège, Singapour, la Corée du Sud et la Suisse.

Nouvelles des groupes de négociation

Le président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), l'ambassadeur de Suisse Luzius Wasescha, a déclaré que les délégués examinent une nouvelle approche proposée par le Canada pour régler la question problématique des négociations sectorielles. L'ambassadeur du Canada, M. John Gero, a proposé qu'au lieu de s'engager dans tous les 14 secteurs qui sont en jeu, on s'attaque aux négociations secteur par secteur, au cours desquelles la participation et les résultats seront différents pour chaque secteur. L'approche a recueilli l'appui des États-Unis, de l'UE et d'autres pays développés et en développement, mais les pays en développement émergents, notamment la Chine, l'Inde et le Brésil, n'ont pas donné leur aval à cette négociation « verticale ».

On prévoit qu'un travail technique intensif se déroulera dans ce secteur de négociation. Certaines sources prétendent qu'il est impératif que les États-Unis reçoivent l'assurance d'avoir un certain volume d'accès aux marchés des pays en développement « au moyen de formules déguisées ». Les États-Unis ont précédemment désigné trois secteurs dans lesquels ils souhaitent que les pays en développement émergents participent : les produits chimiques, les machines industrielles et les produits électroniques. La Chine, le Brésil et l'Inde ont refusé de promettre de signer un futur accord, déclarant qu'ils ne peuvent pas s'engager au-delà d'une participation « de bonne foi » aux négociations et faisant valoir que leur participation devrait rester volontaire, sans l'obligation d'indiquer dans quels secteurs ils s'engageront, et qu'ils ne devraient pas être obligés de promettre d'accepter le résultat à l'avance.

Prochains événements

- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Deuxième conférence du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)

***Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, l'Office canadien de commercialisation du dindon et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou faire des commentaires, veuillez visiter : www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254